

# Rudi Vervoort, ministre-président bruxellois

## «Pour Bruxelles, c'est un big bang»

**INTERVIEW**  
**BENOÎT MATHIEU**

**I**l court, il court, en ce dimanche 20 juillet, Rudi Vervoort (PS), le tout frais ministre-président bruxellois, qui vient d'être confirmé dans son siège après avoir repris les rênes de la Région à Charles Picqué en mai 2013. Au Parlement pour la prestation de serment des ministres, un détour par le Palais pour sa propre prestation devant le Roi, retour au Parlement pour la déclaration de politique régionale: pour un peu, sur le poster faisant face à son bureau, Jimmy Page et Robert Plant sur scène auraient presque l'air de pantouflards inactifs, au regard du programme de leur fan.

**Quel est votre état d'esprit, en ces journées particulières?**

C'est toujours des sentiments un peu mêlés. D'abord personnels, évidemment. C'est un moment dans une vie politique où l'on regarde un petit peu le parcours réalisé. Mais ça, ça ne dure que la journée, le temps de la prestation de serment. Dès le lendemain, on passe à autre chose.

**Bruxelles?**

Nous sommes à un moment particulier dans l'histoire institutionnelle du pays. À Bruxelles, la sixième réforme de l'État va avoir un impact aussi fondateur qu'au moment où l'on a créé la Région. À l'échelle de Bruxelles, c'est un *big bang*! Après 25 ans d'existence, la Région fait face à d'énormes défis. Qui sont identifiés depuis un certain temps, mais avec les nouvelles compétences que nous aurons à gérer, nous serons beaucoup plus comptables de nos réussites ou de nos échecs.

**La nouvelle majorité parle d'une «seconde naissance» pour Bruxelles. En même temps, PS et cdH étaient déjà aux affaires sous la précédente législature. On prend donc en partie les mêmes et on recommence?**

Nous sommes en Belgique. Où, comme toujours, vous ne démarrez jamais avec des partenaires qui n'ont pas été au pouvoir la législature d'avant. C'est la logique des coalitions. En politique, on saisit plutôt des moments. Et là, avec la réforme de l'État et les nouvelles compétences, c'en est un fameux! D'autant plus que les moyens financiers transférés ne le sont pas à 100%, donc il va falloir créer de l'activité et de la richesse.

**Cette réforme de l'État, c'est vraiment un tournant?**

Oui. Je prends l'exemple de l'emploi. Définition des groupes cibles, politique liée aux articles 60 ou aux titres-services: toutes ces dimensions-là, nous allons les colorer à la sauce bruxelloise. Jusqu'à aujourd'hui, c'était une vision fédérale qui était de mise.

**L'accent est mis sur l'emploi et la formation. Le chômage des jeunes à Bruxelles: le défi est pourtant loin d'être neuf.**

On sait que le problème de Bruxelles n'est pas tant de créer de l'emploi, c'est d'en créer qui soit dévolu aux Bruxellois. C'est ça, l'enjeu! Il faut à la fois travailler sur la formation, en collaboration avec les employeurs, et en même temps se saisir de la sixième réforme de l'État afin de développer des niches d'emplois qui sont non délocalisables. Un des leviers majeurs, c'est la politique du tourisme, qui est régionalisée depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Prenez le projet Neo, au Heysel, cela représente quelque milliers d'emplois, et une activité touristique *boostée*. Tous les projets que nous créons, comme le musée d'art moderne, le temple de la bière, ça peut sembler anecdotique, mais cela pèse 300, 400, 500.000 visiteurs. Ça crée de l'activité économique dans tout le secteur horeca, ce sont des nuits d'hôtel, donc c'est un secteur qu'il faut absolument soutenir et développer. Car il est porteur d'emplois qui sont difficilement délocalisables et qui sont

destinés à des Bruxellois. Même chose dans le domaine de la sécurité: on va pouvoir réorienter toute la politique de prévention, développer des actions permettant d'engager plus de Bruxellois dans la police. Ce n'est pas rien.

**Bruxelles veut également mettre en place un véritable audit de ses politiques. Cela veut-il dire que, jusqu'à présent, on a «empilé» trop de mesures sans les évaluer?**

On pourrait se demander: pourquoi ne l'a-t-on pas fait plus tôt? Sauf que la Région bruxelloise n'existe que depuis vingt-cinq ans. On part de rien, on crée une série d'outils en fonction des besoins. À présent, l'occasion est là, et tous les partenaires sont sur cette même ligne: c'est l'occasion de remettre tout cela à plat. La réforme de l'État nous donne cette occasion; on va rationaliser ces outils. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne font pas du bon boulot. La question est de dire: peut-être qu'en travaillant mieux avec d'autres, ils feront du meilleur travail. Il faudra travailler vite, si on se rend compte que quelque chose ne fonctionne pas bien, c'est dans l'instant quasiment qu'il faudra réorienter les choses.

**Des échéances ont-elles déjà été fixées pour cette remise à plat?**

Il y a un échéancier de par la réforme de l'État et la réforme fiscale, qui doit aboutir d'ici 2017.

**En termes de fiscalité, justement, assiste-t-on à un basculement du travail vers l'immobilier?**

L'idée, c'est de protéger un peu plus les Bruxellois qui vivent ici, à Bruxelles. C'est d'ailleurs ce que font déjà une série de communes depuis quelques années. On n'invente rien. Le transfert de l'IPP vers le précompte immobilier, c'est cela. On protège le propriétaire habitant: ce qu'il perd d'un côté, il le paye en moins de l'autre.

**Vous n'avez pas peur de décourager les investisseurs? Autre crainte: certains ont déjà brandi**

**le spectre d'une hausse des loyers.**

Eh bien, surtout ne changeons rien, alors! Et ne prenons pas de décisions. Il faut faire des choix dans la vie. Ce transfert est trop marginal pour que cela ait un impact sur les loyers. À Bruxelles, la hausse des loyers est continue, vous pouvez faire ce que vous voulez: on vit dans une société de l'offre et de la demande. C'est la loi du marché; il y a une raréfaction de l'offre par rapport aux besoins. Le propriétaire, quand il sait qu'il va pouvoir louer, il va mettre 100 ou 150 euros de plus, il ne va pas se gêner.

**L'accord de majorité parle d'encadrement des loyers.**

Pour ceux qui veulent jouer dans le cadre de l'allocation-loyer, oui.

**C'est une démarche volontaire. Vous n'allez pas plafonner les loyers?**

Non, non. Ni les taxer.

**Il en a été question?**

Mais non! Il y a une sorte de fantasmagorie générale dès que l'on parle de fiscalité. C'est dingue. C'est Mitterrand qui disait ça, je

crois. La force de la droite, c'est de faire croire aux pauvres qu'ils font partie de la classe moyenne. Et donc dès qu'on parle d'augmenter un peu les impôts, on dit: «C'est vous que cela va toucher» et c'est la panique.

**Classe moyenne que vous voulez faire revenir à Bruxelles. Ou en tout cas éviter qu'elle ne continue à partir. Comment allez-vous procéder?**

La première question, c'est de savoir pourquoi elle est partie. Personne n'a la réponse. D'aucuns vous diront la fiscalité — je n'en crois pas un mot. Quand on achète une maison dans le Brabant wallon, on ne se préoccupe pas du taux d'impôt; on y va parce que cela correspond à nos besoins, aux limites budgétaires qui s'imposent à nous, etc. Pour nous, l'idée c'est à la fois de travailler sur le foncier, en produisant du logement, mais aussi de créer les conditions d'une mobilité réussie et de rendre l'urbain

attractif. Mais il ne faut pas rêver: la densification de la ville est une réalité qui continuera à exister. On ne va donc pas demain construire des maisons quatre façades avec jardin, c'est impossible. Ceux qui rêvent de cela, on ne va pas pouvoir les garder, sauf s'ils ont 1,5 million d'euros à consacrer pour leur logement. Cela passera également par un travail sur la fiscalité et les droits d'enregistrement, afin de faciliter

l'accès à la propriété. Tout comme le développement du social acquisitif, ce qui est réalisable dans les zones où la Région est propriétaire du foncier.

**Il a fallu attendre samedi pour savoir qui de vous ou Laurette Onkelinx incarnerait la ministre-présidence. Vrai suspense ou «scénarisation»?**

Je connais évidemment l'histoire, mais ne la raconterai pas. Cela fait

partie d'un moment dans la vie politique, où rien n'est jamais écrit d'avance, même si vous avez une idée précise du scénario.

## EXPRESS

Rudi Vervoort (PS) ne dira pas s'il a, oui ou non, été question que **Laurette Onkelinx lui «chipe» la ministre-présidence.**

Pour le reste, il insiste sur l'importance de la 6<sup>e</sup> réforme de l'État, qui **dote Bruxelles de nouvelles compétences.** Et de nouvelles obligations, en termes de réussite, d'évaluation des politiques et d'allocation de ses moyens.

Parmi les combats à mener: **ramener la classe moyenne dans la capitale.** Ou du moins, enrayer son exode.

# Un gouvernement bruxellois paritaire

Grande première en Belgique: le gouvernement bruxellois sera composé d'autant de femmes que d'hommes. Les défis qui attendent les uns et les unes sont majeurs et nombreux.

## 1. Bianca Debaets

CD&V

Elle est la grande surprise de ce gouvernement. Personne n'imaginait que Brigitte Grouwels allait être remplacée. Bianca Debaets n'hérite toutefois pas du même portefeuille. À 41 ans, elle sera secrétaire d'État en charge de l'Informatique, de la Transition numérique, de l'Égalité des chances, du Bien-être animal, de la Coopération au développement et de la Sécurité routière. L'un de ses défis sera **d'obtenir la confiance** de ses nouveaux partenaires, qui ont autrefois pu douter des intentions de Brigitte Grouwels, dont les prises de position ont fait débat à plusieurs reprises.

## 2. Pascal Smet

sp.a

Après une législature au gouvernement flamand, où il était en charge de l'Enseignement, **Pascal Smet revient au gouvernement bruxellois**, dont son parti avait été éjecté en 2009. Il va retrouver les compétences dont il a auparavant été en charge: les Transports et les Travaux publics. Inutile de préciser que son principal défi sera de **réguler les problèmes de mobilité** qui sévissent à Bruxelles. La nouvelle équipe gouvernementale a d'ailleurs assuré que les travaux en vue de l'**extension du métro** vers Schaerbeek et Evere commenceront avant 2019.

## 3. Cécile Jodogne

DFD

À 50 ans, l'échevine de Schaerbeek, proche de Bernard Clerfayt, secondera Didier Gosuin en tant que secrétaire d'État. Elle n'hérite pas de compétences propres mais va partager celles du nouveau ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur ainsi que le SIAMU (pompiers), qui a connu d'importants mouvements de grogne ces derniers temps. Avec son partenaire, elle devra aussi **convaincre les entreprises** d'investir à Bruxelles et d'y créer des emplois plutôt que de s'exiler vers les régions concurrentes, où les problèmes de mobilité sont moins handicapants.

## 4. Guy Vanhengel

Open Vld

Il est **le plus ancien ministre bruxellois néerlandophone.** Il récupère les mêmes compétences, à savoir les Finances, le Budget, les Relations extérieures et l'Image de Bruxelles. La sixième réforme de l'État va amener **davantage de moyens financiers** à la Région bruxelloise grâce au refinancement. Mais les compétences ne sont pas transférées avec 100% des moyens. Au cours de cette législature, le gouvernement a estimé qu'à ce stade, il devra réaliser **300 millions d'économie.** Le grand argentier devra veiller à maintenir la Région bruxelloise dans les clous budgétaires.

**5. Rudi Vervoort**  
PS

Le socialiste rempile à la tête du gouvernement bruxellois. Il conservera notamment le Développement territorial, la Tutelle sur les communes et l'Image de Bruxelles en collaboration avec Guy Vanhengel. Son ambition est de revaloriser certains quartiers bruxellois. Et en priorité celui de la **zone du Canal**. «*C'est le long du Canal que nous réussirons le Bruxelles de 2025*», a-t-il dit devant le Parlement dimanche. Il devra aussi assumer **dix autres chantiers** annoncés tels que celui du Heysel, de Josophat, de Schaerbeek-Formation, de l'Hippodrome de Boitsfort ou encore de Reyers.

**6. Céline Fremault**  
cdH

La ministre bruxelloise hérite de toutes les compétences qui étaient lors de la législature précédente aux mains des écologistes, aujourd'hui renvoyés dans l'opposition. Après l'Emploi et l'Economie, Céline Fremault va devoir se familiariser avec de nouvelles matières: Logement, Environnement et Energie. En matière de logement, les besoins sont criants. **D'ici 2020, il devrait y avoir 200.000 Bruxellois en plus**. Où va-t-on les loger? Le gouvernement ambitionne de créer 6.500 nouveaux logements publics. Cela fait plus de 1.000 logements par an. Il faudra tenir le rythme.

**7. Didier Gosuin**  
FDF

Après 10 ans d'opposition, l'un des hommes forts du FDF repart à la manœuvre. À 62 ans, Didier Gosuin est le nouveau ministre de l'Économie et de l'Emploi. Avec **près de 110.000 chômeurs bruxellois** et une population en expansion, le défi est énorme. En particulier pour **le chômage des jeunes**, qui s'élevait à 26,6% le mois dernier. Pour améliorer la situation, le gouvernement devra utiliser efficacement les nouvelles compétences dont il hérite, en particulier celle liée à l'activation des chômeurs et celles des réductions de cotisations sociales pour les groupes cibles.

**8. Fadila Laanan**  
PS

Après dix ans à la Communauté française, Fadila Laanan a été désignée secrétaire d'État en charge de la Propreté publique, de la Recherche scientifique, des Infrastructures sportives communales et de la Fonction publique, et ministre-présidente de la CoCof, en charge de l'Enseignement, du Transport scolaire, des Crèches, du Sport, de la Culture et du Budget. L'un de ses défis consistera à faire taire les critiques qui jugent que Bruxelles est une ville sale. Elle devra aussi gérer les gros changements de l'administration bruxelloise suite à la réforme de l'État.